

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	70 fr.	40 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 100 fr.	60 fr.	
{ Pays à plein tarif 120 fr.	70 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	4 fr.
Minimum	20 fr.
La page	400 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum	20 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1938

- 1^{er} septembre — Décret portant interdiction aux fonctionnaires appartenant à un cadre général de l'administration ou de la magistrature coloniales de servir dans leur colonie d'origine. (Arrêté de promulgation N° 583 Cab. du 19^o octobre 1945). 564

1942

- 8 juillet — Arrêté ministériel N° 589 fixant la date d'interruption des communications avec les colonies 566

1945

- 26 juin — Ordonnance N° 45-1403 portant nationalisation des transports aériens. (Arrêté de promulgation N° 590 Cab. du 22 octobre 1945). 565

- 24 juillet — Arrêté ministériel (colonies) validant l'acte dit « arrêté N° 589 du 8 juillet 1943 fixant la date d'interruption des communications avec les colonies. (Arrêté de promulgation N° 584 Cab. du 19 octobre 1945) 566

- 9 août — Décret N° 45-1777 modifiant le décret du 1^{er} septembre 1938 portant interdiction aux fonctionnaires appartenant à un cadre général de l'administration ou de la magistrature coloniales de servir dans leur colonie d'origine. (Arrêté de promulgation N° 583 Cab. du 19 octobre 1945) 565

- 17 août — Ordonnance N° 45-1836 instituant une consultation du peuple français par voie de referendum et fixant le terme des pouvoirs de l'assemblée consultative provisoire 566

- 17 août — Ordonnance N° 45-1839 relative à l'électorat et à l'éligibilité des militaires 574

- 23 août — Décret modifiant l'article 2 du décret du 2 mars 1945 rendant applicables les dispositions de l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale. (Arrêté de promulgation N° 585 Cab. du 19 octobre 1945). 575

- 3 septembre — Ordonnance N° 45-1988 relative aux conditions dans lesquelles il sera procédé le 21 octobre 1945 aux élections générales et à la consultation par voie de referendum prévues par les ordonnances N° 45-1836 et N° 45-1837 du 17 août 1945 568

- 12 septembre — Arrêté interministériel (Colonies-Finances) relatif au régime de l'or au Togo. (Arrêté de promulgation N° 586 Cab. du 19 octobre 1945). 575

- 28 septembre — Décret portant convocation des collèges électoraux dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies en vue de procéder aux élections à l'assemblée nationale constituante et au referendum. (Arrêté de promulgation N° 572 Cab. du 6 octobre 1945) 570

- 9 octobre — Ordonnance N° 45-2281 modifiant et complétant l'ordonnance du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'assemblée nationale constituante des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies. (Arrêté de promulgation N° 582 Cab. du 18 octobre 1945). 571

- 9 octobre — Ordonnance N° 45-2300 déclarant applicables dans les territoires relevant du ministère des colonies en ce qui concerne la consultation par referendum les titres 2 et 3 de

l'ordonnance N° 45-1988 du 3 septembre 1945. (*Arrêté de promulgation N° 581 Cab. du 18 octobre 1945*)

572

- 18 octobre — Ordonnance portant adaptation aux territoires d'outre-mer de l'ordonnance du 17 août 1945 relative à l'électorat et à l'éligibilité des militaires. (*Arrêté de promulgation N° 588 Cab. du 20 octobre 1945*).

573

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1945

- 24 septembre — N° 2939 SE. — Arrêté réglementant la vente des marchandises ou objets d'occasion 576
- 13 octobre — N° 3159 SE. — Arrêté approuvant la constitution des groupements d'exportateurs de produits coloniaux et précisant les conditions d'admission aux dits groupements. 576
- 13 octobre — N° 3164 DT. — Arrêté portant fixation des taxes postales applicables aux journaux et écrits périodiques dans les relations franco-coloniales et intercoloniales, ainsi que dans le régime intérieur de l'A.O.F. 577
- 13 octobre — N° 3165 DT. — Arrêté élevant le maximum des mandats-poste et des mandats télégraphiques dans le régime intérieur de l'A.O.F. 578

ACTES DU GOUVERNEMENT DU DAHOMEY

1945

- 17 octobre — N° 1609 APA. — Arrêté portant nomination de la commission chargée du recensement général des votes. 579

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1945

- 23 août — N° 450 D. — Arrêté portant modification au tableau II annexé à l'arrêté N° 687 F. du 8 décembre 1942, fixant la quotité des droits d'exportation au Togo 579
- 11 octobre — N° 575 F. — Arrêté portant ouverture spéciale de crédits au budget de la commune mixte de Lomé — exercice 1945. 580
- 14 octobre — N° 577 AE. — Arrêté portant ouverture de la campagne d'achat du cacao — récolte principale 1944-1945 — et fixant les prix d'achat aux producteurs. 580
- 23 octobre — N° 592 AE./3 — Arrêté interdisant la vente de certaines marchandises d'importation 580
- Additif au règlement de magasinage pour les produits rachetés du Togo, de la récolte 1943-1944, approuvé par arrêté N° 133 AE. du 15 mars 1944. 581
- Personnel 581
- Divers 583

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU GOUVERNEMENT DU DAHOMEY

1945

- 8 octobre — N° 1585 APA. — Arrêté relatif aux questions électorales et de referendum prévues par l'ordonnance du 21 septembre 1945. 584

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

- Avis de concours (*Garde-forestier*) 586
- Avis d'adjudication 586
- Domaines 587

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Personnel

ARRETE N° 583/CAB. du 19 octobre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIO D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général N° 2.910/AP. du 21 septembre 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1^o — le décret du 1^{er} septembre 1938 portant interdiction aux fonctionnaires appartenant à un cadre général de l'administration ou de la magistrature coloniales de servir dans leur colonie d'origine;

2^o — le décret N° 45-1777 du 9 août 1945 modifiant le décret du 1^{er} septembre 1938 précité.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 octobre 1945.

H. GAUDILLOT.

DECRET du 1^{er} septembre 1938.

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter de la date du présent décret, aucun fonctionnaire appartenant à un cadre général de l'Administration ou de la Magistrature coloniales ne pourra être affecté dans le territoire ou dans la colonie dont il est originaire.

ART. 2. — Toute dérogation aux dispositions du présent décret, comportera, de plein droit, une rétrogradation pour le fonctionnaire qui en sera l'objet.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 1938.
ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies,
Georges MANDEL.

DECRET N° 45-1777 du 9 août 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1938 portant interdiction aux fonctionnaires des cadres généraux des colonies de servir dans leur colonie d'origine;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Cessent d'être applicables aux fonctionnaires des cadres généraux des colonies, à l'exception des gouverneurs généraux, gouverneurs, résidents supérieurs, chefs de territoires, magistrats, administrateurs et chefs de bureau des secrétariats généraux des colonies, les dispositions du décret du 1^{er} septembre 1938 portant interdiction aux fonctionnaires desdits cadres de servir dans leur colonie d'origine.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 9 août 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

Transports aériens

ARRETE N° 590 CAB. du 22 octobre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général N° 2856 AP. du 15 septembre 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance N° 45-1403 du 26 juin 1945 portant nationalisation des transports aériens.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 octobre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'air;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu l'ordonnance du 24 février 1944 portant organisation des transports aériens;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Est transférée à l'Etat, à compter du 1^{er} septembre 1944, la propriété des actions de capital pour la compagnie Air-France. Est également transférée à l'Etat, à compter de la date de publication du décret prévu à l'article 3 ci-dessous, la propriété des actions des compagnies Air-Bleu et Air-France-Transatlantique, qui, lors de la publication de la présente ordonnance, n'appartiendront ni à la compagnie Air-France ni à l'Etat.

Sont toutefois exclues de ces mesures les actions immatriculées au nom de gouvernements étrangers.

ART. 2. — Les indemnités dues aux actionnaires des entreprises susvisées, en raison des mesures prévues à l'article 1^{er} ci-dessus, seront arrêtées conjointement par le ministre de l'air, des finances et de l'économie nationale, des travaux publics et des transports et des postes, télégraphes et téléphones, sur proposition d'une commission spéciale opérant conformément aux dispositions de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre.

ART. 3. — Un décret pris en conseil des ministres avant le 30 septembre 1945 fixera la portion des actions des compagnies susvisées dont la propriété pourra être cédée ou rétrocédée à :

Des collectivités publiques de France et d'outre-mer;

Des services ou établissements publics dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière;

Des groupements professionnels d'intérêt général;

Des sociétés d'économie mixte à participation majoritaire de l'Etat.

ART. 4. — Seront exempts de tous droits fiscaux les actes et conventions qui seront faits pour l'exécution de la présente ordonnance.

ART. 5. — Un décret précisera les conditions d'application des dispositions qui précèdent.

ART. 6. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles de la présente ordonnance, qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 26 juin 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre de l'Air,
Charles TILLON.

Le Ministre de l'Intérieur,
A. TIXIER.

*Le Ministre des Finances
et de l'Economie nationale,*
R. PLEVEN.

*Le Ministre des Transports
et des Travaux Publics,*
René MAYER.

*Le Ministre de l'Agriculture,
Ministre des Postes, Télégraphes
et Téléphones par intérim,*
Tanguy PRIGENT.

Le Ministre des colonies,
P. GIACOBBI.

Interruption des communications avec les colonies

ARRETE N° 584 CAB. du 19 octobre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. L.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 18 juin 1945 validant l'acte dit « décret du 9 juin 1943 » fixant la situation des personnels coloniaux et locaux pendant la période d'interruption des communications avec les colonies, promulgué au Togo le 21 août 1945;

Vu l'arrêté général N° 2733 AP. du 7 septembre 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo l'arrêté ministériel (colonies) du 24 juillet 1945 validant l'acte dit arrêté N° 589 du 8 juillet 1943 fixant la date d'interruption des communications avec les colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 octobre 1945.

H. GAUDILLOT.

ARRETE MINISTERIEL (Colonies) du 24 juillet 1945.

Le Ministre des Colonies,

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Vu le décret N° 45-1348 du 18 juin 1945 validant l'acte dit décret n° 1615 du 9 juin 1943, modifié par l'acte dit décret N° 463 du 28 février 1944 fixant la situation des personnels coloniaux et locaux pendant la période d'interruption des communications avec les colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est validé l'acte dit arrêté N° 589 du 8 juillet 1943 fixant la date d'interruption des communications avec les colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 juillet 1945.

P. GIACOBBI.

Par arrêté n° 589 du Secrétaire d'Etat à la Marine et aux Colonies, en date du 8 juillet 1943, la date d'interruption des communications avec les colonies déterminant l'origine de l'application du décret du 9 juin 1943 a été fixée au 5 novembre 1942.

Elections

ORDONNANCE n° 45-1836 du 17 août 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française :

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'article 3 de l'ordonnance du 7 mars 1944 relative au statut des Français musulmans d'Algérie;

Vu l'avis émis par l'Assemblée consultative provisoire le 29 juillet 1945;

Vu l'urgence constatée par le président du Gouvernement; Le conseil d'Etat (commission permanente) entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le corps électoral des citoyens français sera consulté le 21 octobre 1945, par voie de referendum. Il décidera à la majorité des suffrages exprimés.

La liste électorale sera utilisée à cet effet.

Deux questions seront posées.

ART. 2. — La première question sera ainsi exprimée : « Voulez-vous que l'Assemblée élue ce jour soit constituante ? »

ART. 3. — S'il est répondu « Non » à cette première question, par le corps électoral, l'Assemblée élue le 21 octobre formera la Chambre des députés prévue

par les lois constitutionnelles de 1875, et il sera procédé, dans le délai de deux mois, à l'élection du Sénat.

Chacune de ces deux Chambres, en ce cas, se réunira de plein droit le jeudi qui suivra l'élection du Sénat.

ART. 4. — La deuxième question sera ainsi exprimée : « Si le corps électoral a répondu « Oui » à la première question, approuvez-vous que les pouvoirs publics soient, jusqu'à la mise en vigueur de la nouvelle constitution, organisés conformément aux dispositions du projet de loi ci-contre ».

ART. 5. — S'il est répondu « Oui », par le corps électoral, aux deux questions, le projet de loi suivant, qui aura été inséré au verso des bulletins de vote à employer pour le referendum, aura force constitutionnelle et sera immédiatement promulgué en ces termes :

PROJET DE LOI

PORTANT ORGANISATION PROVISOIRE DES POUVOIRS PUBLICS

« Le peuple français a adopté,

« Le Gouvernement provisoire de la République française promulgue la loi dont la teneur suit :

« Art. 1^{er}. — L'Assemblée constituante, issue du scrutin du 21 octobre 1945, élit aussitôt, au scrutin public et à la majorité absolue des membres la composant, le Président du Gouvernement provisoire de la République. Celui-ci constitue son Gouvernement et le soumet à l'approbation de l'Assemblée, en même temps que le programme du Gouvernement.

« Le Gouvernement est responsable devant l'Assemblée; mais le rejet d'un texte ou d'un crédit n'entraîne pas sa démission. Celle-ci n'est obligatoire qu'à la suite du vote distinct d'une motion de censure intervenant au plus tôt deux jours après son dépôt sur le bureau de l'Assemblée et adoptée au moyen d'un scrutin à la tribune, par la majorité absolue des membres composant l'Assemblée.

« Art. 2. — L'Assemblée établit la constitution nouvelle.

« Art. 3. — La constitution adoptée par l'Assemblée sera soumise à l'approbation du corps électoral des citoyens français, par voie de referendum, dans le mois qui suivra son adoption par l'Assemblée.

« Art. 4. — L'Assemblée a le pouvoir législatif. Elle a l'initiative des lois, concurremment avec le Gouvernement.

« Dans le délai d'un mois imparti pour la promulgation des lois, le Gouvernement a le droit de demander une seconde délibération. Si, à la suite de celle-ci, le premier vote est confirmé à la majorité absolue des membres composant l'Assemblée, la loi est promulguée dans les trois jours.

« Art. 5. — L'Assemblée vote le budget, mais elle ne peut prendre l'initiative des dépenses.

« Art. 6. — Les pouvoirs de l'Assemblée expireront le jour de la mise en application de la nouvelle constitution et, au plus tard, sept mois après la première réunion de l'Assemblée.

« Art. 7. — Au cas où le corps électoral rejetterait la constitution établie par l'Assemblée, ou au cas où celle-ci n'en aurait établi aucune dans le délai fixé à l'article 6, il serait procédé aussitôt, et dans les mêmes formes, à l'élection d'une nouvelle Assemblée constituante jouissant des mêmes pouvoirs, qui se réunirait de plein droit le deuxième mardi après son élection.

« Art. 8. — La présente loi, adoptée par le peuple français, aura force constitutionnelle et sera exécutée comme loi de l'Etat ».

ART. 6. — S'il est répondu « Non » par le corps électoral à la deuxième question, l'Assemblée constituante élue fixera à son gré l'organisation provisoire des pouvoirs publics.

ART. 7. — Dans les deux cas visés aux articles 5 et 6 ci-dessus, l'Assemblée constituante se réunira de plein droit à Paris, au Palais-Bourbon, le mardi 6 novembre 1945.

ART. 8. — Le modèle et le libellé du bulletin de vote à employer, à l'exclusion de tout autre, pour le referendum seront fixés par décret rendu en conseil des ministres.

ART. 9. — Une commission nationale sera chargée d'opérer le recensement général des votes et de proclamer le résultat du referendum.

Elle sera composée du premier président de la cour de cassation, président, de deux conseillers d'Etat et de deux conseillers à la cour de cassation désignés par le garde des sceaux.

En cas d'empêchement du premier président, il est remplacé par un président de chambre à la cour de cassation désigné par lui.

Un décret, rendu sur le rapport du ministre de l'intérieur, déterminera les conditions et les modalités du recensement.

ART. 10. — Les pouvoirs de l'Assemblée consultative provisoire instituée par l'ordonnance du 17 septembre 1943 prendront fin le 21 octobre 1945.

ART. 11. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 17 août 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française,

Le ministre de l'intérieur,
A. TIXIER

Le Ministre d'Etat
Jules JEANNENEY.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Pierre-Henri TEITGEN.

Le Ministre des Affaires étrangères,
Georges BIDAULT.

Le Ministre de la Guerre,
A. DIETHELM.

Le Ministre de la marine,
Louis JACQUINOT.

Le Ministre de l'Air,
Charles TILLON.

*Le Ministre de l'Economie nationale
et des Finances,*
R. PLEVEN.

Le Ministre de la Production Industrielle,
Robert LACOSTE.

Le Ministre de l'Agriculture,
Tanguy PRIGENT.

*Le Ministre de l'Agriculture,
Ministre du ravitaillement p. i.*
Tanguy PRIGENT.

Le Ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,
Raoul DAUTRY.

Le Ministre de l'Education nationale,
René CAPITANT.

*Le Ministre de la Santé publique,
Ministre du Travail et de la
Sécurité sociale p. i.*
François BILLOUX.

*Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,
Ministre des Travaux publics
et des Transports p. i.,*
Eugène Thomas.

*Le Ministre des Postes, Télégraphes
et Téléphones,*
Eugène THOMAS.

Le Ministre de la Santé publique,
François BILLOUX.

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

Le Ministre de l'Information,
Jacques SOUSTELLE.

Le Ministre des Prisonniers, Déportés et Réfugiés,
Henry FRENAY.

ORDONNANCE n° 45-1988 du 3 septembre 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 21 avril 1944 portant organisation des pouvoirs publics en France après la Libération, modifiée par l'ordonnance du 6 avril 1945;

Vu l'ordonnance du 14 mars 1945 relative au vote aux élections municipales et cantonales des Français et Françaises musulmans résidant en France continentale depuis le 3 septembre 1938;

Vu le décret organique et le décret réglementaire du 2 février 1852;

Vu la loi du 30 novembre 1875 relative à l'élection des députés;

Vu la loi du 17 juillet 1889 relative aux candidatures multiples;

Vu la loi du 29 juillet 1913 relative au secret et à la liberté du vote et à la sincérité des opérations électorales;

Vu la loi du 31 mars 1914 relative à la corruption électorale;

Vu la loi du 21 juillet 1927 portant rétablissement du scrutin uninominal pour l'élection des députés;

Vu l'ordonnance du 17 août 1945 relative au régime électoral applicable aux élections générales de 1945 dans la métropole et en Algérie;

Vu l'ordonnance du 17 août 1945 instituant une consultation du peuple français par voie de referendum et fixant le terme des pouvoirs de l'Assemblée consultative provisoire;

Vu l'ordonnance du 17 août 1945 portant réglementation de la propagande électorale;

Vu l'ordonnance n° 45-1874 du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'Assemblée nationale constituante des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, notamment son article 14;

Vu l'urgence constatée par le président du Gouvernement provisoire;

Le conseil d'Etat (commission permanente) entendu;

ORDONNE :

TITRE PREMIER

Dispositions générales

ARTICLE PREMIER. — Les collèges électoraux seront convoqués par décret pour le dimanche 21 octobre 1945 pour la métropole, en Algérie et dans les colonies autres que celles composant l'Union indochinoise, pour procéder aux élections générales prévues par l'ordonnance n° 45-1837 du 17 août 1945 et au referendum prévu par l'ordonnance n° 45-1836 du 17 août 1945.

ART. 2. — Les citoyens français inscrits sur une liste électorale sont appelés à participer tant au referendum qu'aux élections générales.

Sont admis au vote, quoique non inscrits sur les listes électorales, les citoyens porteurs d'une décision du juge de paix ordonnant leur inscription ou d'un arrêt de la cour de cassation annulant un jugement qui aurait prononcé leur radiation.

Les Français non citoyens participent aux élections générales dans les conditions et suivant les modalités déterminées par les ordonnances n° 45-1837 du 17 août 1945 et n° 45-1874 du 22 août 1945.

Sont assimilés aux citoyens français, pour l'application de la présente ordonnance, les Français et Françaises musulmans algériens inscrits sur les listes électorales de la métropole, conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 45-403 du 14 mars 1945.

ART. 3. — Sur tous les points qui ne sont pas réglés par la présente ordonnance ou les ordonnances antérieures, les dispositions législatives et réglementaires relatives aux élections générales en vigueur au 16 juin 1940 sont applicables.

ART. 4. — En dehors des cas d'inéligibilité prévus par la loi, sont éligibles tous les électeurs et électrices âgés de vingt-cinq ans au moins.

TITRE II

Organisation des scrutins

ART. 5. — Les opérations électorales et celles du referendum pourront avoir lieu soit dans deux salles de scrutin séparées, et sous le contrôle de deux bureaux distincts, soit dans la même salle de scrutin, sous le contrôle du bureau unique désigné pour présider aux élections.

Dans les deux cas, deux urnes distinctes portant la mention apparente de leur destination doivent être prévues pour le referendum et les élections.

ART. 6. — Des bulletins de vote spéciaux dont l'impression est exclusivement assurée par l'administration sont mis à la disposition des électeurs admis à participer au referendum dans chaque salle de vote.

ART. 7. — Lorsque les opérations électorales et celles du referendum ont lieu dans la même salle de scrutin, les règles particulières suivantes doivent être observées.

A son entrée dans la salle du scrutin, tout électeur admis à participer au vote, après avoir fait constater son identité suivant les règles et usages établis ou après avoir fait la preuve de son droit de vote par la production de la décision ou de l'arrêt mentionné à l'article 2 de la présente ordonnance prend lui-même :

1^o — S'il est admis à participer au referendum : le bulletin spécial et une enveloppe ;

2^o — Pour les élections : une enveloppe et au plus, le cas échéant, un bulletin de chacune des listes des candidats en présence.

Bulletin et enveloppe doivent être mis à la disposition des électeurs en deux séries bien distinctes suivant qu'ils s'appliquent aux élections ou au referendum.

Sans quitter la salle du scrutin, il doit se rendre isolément dans la partie de la salle aménagée pour le soustraire aux regards. Il y remplit son bulletin de referendum et introduit celui-ci, de même que le bulletin électoral dans chacune des enveloppes correspondantes. Il fait ensuite constater au président qu'il n'est porteur que de deux enveloppes de couleur différente ; le président le constate sans toucher les enveloppes. L'électeur, sur l'indication du président du bureau, introduit chacune de ces enveloppes dans l'urne correspondante.

La constatation du vote est faite conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur par apposition d'un timbre à date sur la carte d'électeur et émargement sur la liste d'émargement.

ART. 8. — Lorsque les opérations de referendum et les opérations électorales ont lieu dans deux salles distinctes, comme il est prévu à l'article 5 ci-dessus, le bureau de vote spécial au referendum aménagé à cet effet dispose d'un double de la liste électorale et les règles suivantes sont appliquées :

A son entrée dans la salle du scrutin, tout électeur admis à participer au vote, après avoir fait constater son identité suivant les règles et usages établis ou après avoir fait la preuve de son droit de vote par la production de la décision ou de l'arrêt mentionné à l'article 2 ci-dessus, prend lui-même un bulletin et une enveloppe de referendum.

Sans quitter la salle du scrutin, il doit se rendre isolément dans la partie de la salle aménagée pour le soustraire aux regards. Il y remplit son bulletin et le met dans l'enveloppe. Il fait ensuite constater au président qu'il n'est porteur que d'une seule enveloppe. Le président le constate sans toucher l'enveloppe que l'électeur introduit lui-même dans l'urne.

La constatation du vote est faite immédiatement dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article 7 ci-dessus.

ART. 9. — Après la clôture du scrutin, il est procédé au dépouillement séparé des résultats des élections et du referendum.

Les scrutateurs doivent être distincts pour le referendum et les élections.

L'ensemble des opérations de dépouillement, lorsqu'il n'a été désigné qu'un seul bureau, est placé sous la surveillance dudit bureau qui coordonne les travaux des scrutateurs.

La désignation des scrutateurs pour le referendum est faite dans les mêmes conditions que pour les élections générales. Il est permis aux listes de candidats en présence aux élections générales de désigner respectivement ces scrutateurs.

ART. 10. — Pour le dépouillement des résultats du referendum, la boîte du scrutin est ouverte, et le nombre des enveloppes est vérifié. Si ce nombre est plus grand ou moindre que celui des émargements, il en est fait mention au procès-verbal.

Le président répartit entre les diverses tables les enveloppes à vérifier. A chaque table, l'un des scrutateurs extrait le bulletin de chaque enveloppe et le passe, déplié, à un autre scrutateur ; celui-ci le lit à haute voix ; les réponses aux questions portées sur les bulletins sont relevées par deux scrutateurs au moins sur les listes préparées à cet effet.

Si une enveloppe contient plusieurs bulletins le vote est nul quand des bulletins portent des réponses différentes, ils ne comptent que pour un seul quand ils portent les mêmes réponses.

ART. 11. — Lorsqu'un électeur ne barre aucun des réponses « oui » ou « non » à l'une des deux questions posées au referendum, il est réputé avoir déposé un bulletin blanc, en ce qui concerne ladite question.

Les bulletins de vote au referendum d'un modèle différent de celui fourni par l'administration, les bulletins trouvés dans la boîte sans enveloppe ou dans une enveloppe non réglementaire, les bulletins ou enveloppes portant des signes intérieurs ou extérieurs de reconnaissance n'entrent pas en compte dans l'ensemble du dépouillement. Ils sont annexés au procès-verbal ainsi que les enveloppes non réglementaires et contresignées par les membres du bureau.

ART. 12. — Dans chaque commune, les résultats des scrutins sont rendus publics et transmis télégraphiquement avec confirmation par pli porté à la commission de recensement prévue à l'article suivant.

ART. 13. — Les résultats du scrutin concernant le referendum sont centralisés par une commission spéciale siégeant au chef-lieu de chaque département.

La commission se compose d'un membre des cours et tribunaux, président, et de deux juges de paix désignés par le premier président de la cour d'appel.

A défaut de magistrat des cours et tribunaux, la présidence de la commission est assurée par un conseiller de préfecture désigné par le préfet.

Ces commissions doivent achever leurs travaux au plus tard dans la journée du lundi 22 octobre 1945 (1).

Les résultats du scrutin de l'ensemble des communes de la circonscription sont rendus publics par la commission, dès achèvement du dépouillement. Le procès-verbal est immédiatement transmis à la commission nationale instituée par l'article 9 de l'ordonnance n° 45-1836 du 17 août 1945.

TITRE III

Contentieux des opérations du referendum

ART. 14. — Tout électeur admis à participer au referendum a le droit de contester la régularité des opérations dans les quarante-huit heures (2) devant la commission départementale instituée à l'article 12 ci-dessus.

Le préfet, s'il estime que les conditions et les formes légales prescrites n'ont pas été remplies dans une commune, peut également et dans les mêmes conditions, déférer les opérations du referendum de cette commune à la commission départementale.

Il est donné récépissé des réclamations.

ART. 15. — La commission départementale statue définitivement sur les réclamations.

Dans la mesure où les irrégularités constatées ont eu pour effet de modifier les résultats du scrutin, la commission départementale procède aux annulations ou redressements nécessaires.

ART. 16. — Le préfet, ainsi que tout électeur admis à participer au referendum, peut, s'il estime que les opérations de la commission départementale ne sont pas conformes aux prescriptions légales, déférer ces opérations à la commission nationale prévue à l'article 9 de l'ordonnance n° 45-1836 du 17 août 1945 susvisée.

Ce recours doit, à peine de nullité, être adressé, dans les quarante-huit heures (2) qui suivent la proclamation des résultats par la commission départementale, au secrétariat de la commission nationale.

(1) — Ce délai est prolongé de 2 jours soit jusqu'au mercredi 24 octobre 1945 pour les commissions fonctionnant dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies.

(2) — Dans les quatre jours en ce qui concerne les territoires d'outre-mer.

La commission nationale procède, le cas échéant, aux rectifications des résultats du scrutin.

ART. 19. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 3 septembre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre de l'intérieur,

A. TIXIER

Le Ministre de l'éducation nationale,

Garde des Sceaux,

Ministre de la Justice, p. i.,

René CAPITANT.

Le Ministre des Colonies,

P. GIACOBBI.

ARRETE N° 572 CAB. du 6 octobre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'ordonnance du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'assemblée nationale constituante des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, promulguée au Togo le 1^{er} septembre 1945;

Vu l'ordonnance n° 45-2145 du 21 septembre 1945 fixant les modalités de la participation des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies au referendum institué par l'ordonnance du 17 août 1945, promulguée au Togo le 2 octobre 1945;

Vu le radiotélégramme officiel n° c. 374/AP. du 2 octobre 1945 du Gouverneur général, Haut-Commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 28 septembre 1945 portant convocation des collèges électoraux dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies en vue de procéder aux élections à l'assemblée nationale constituante et au referendum.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes du territoire.

Lomé, le 6 octobre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance n° 45-1836 du 17 août 1945 instituant une consultation du peuple français par voie de referendum et fixant le terme des pouvoirs de l'assemblée consultative provisoire;

Vu l'ordonnance n° 45-1874 du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'assemblée nationale constituante des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies;

Vu l'ordonnance n° 45-1988 du 3 septembre 1945 relative aux conditions dans lesquelles il sera procédé le 21 octobre 1945 aux élections générales et à la consultation par voie de referendum et notamment son article 1^{er} relatif à la convocation des collèges électoraux;

Vu l'ordonnance n° 45-2145 du 21 septembre 1945 fixant les modalités de la participation des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies au referendum institué par l'ordonnance du 17 août 1945 susvisé;

Vu le décret en forme de règlement d'administration publique du 30 août 1945 fixant dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies les modalités des opérations relatives aux élections prévues par l'ordonnance du 22 août 1945 susvisée;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Conformément à l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 45-1988 du 3 septembre précitée, les collèges électoraux visés aux articles 2, 3 et 4 de l'ordonnance du 22 août 1945 sont convoqués pour le 21 octobre 1945 pour le premier tour de scrutin en vue de procéder aux élections à l'assemblée nationale constituante.

Les collèges seront réunis pour procéder s'il y a lieu, au second tour de scrutin le 4 novembre 1945 dans toutes les circonscriptions sauf en A.E.F., au Cameroun Français, à Madagascar et dans les Etablissements français de l'Océanie où le second tour de scrutin est fixé au 18 novembre 1945.

ART. 2. — Conformément à l'article premier de l'ordonnance n° 45-1988 du 3 septembre 1945 précitée, les électeurs et les électrices citoyens français appartenant aux collèges visés aux articles 2, 3 et 4 de l'ordonnance du 22 août 1945 sont convoqués pour le 21 octobre 1945 en vue de prendre part au referendum prévu par l'ordonnance du 17 août 1945 susvisée.

ART. 3. — Les élections et le referendum prévus aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus du présent décret se feront d'après les listes électorales les plus récentes closes avant le 21 octobre 1945.

ART. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *journal officiel* de la République française ainsi qu'aux *journaux officiels* des territoires intéressés et inséré au *bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 28 septembre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

ARRETE N° 582 CAB. du 18 octobre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'ordonnance du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'assemblée nationale constituante des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, promulguée au Togo le 1^{er} septembre 1945;

Vu le radiotélégramme officiel N° C. 404 AP. du 16 octobre 1945 du Gouverneur général, Haut-Commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance N° 45-2281 du 9 octobre 1945 modifiant et complétant l'ordonnance du 22 août 1945 susvisée.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes du territoire.

Lomé, le 18 octobre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'Assemblée nationale constituante des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies;

Vu l'urgence constatée par le président du Gouvernement;

Le conseil d'Etat (commission permanente) entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le titre de l'ordonnance n° 45-1874 du 22 août 1945 susvisée est ainsi modifié : « Ordonnance n° 45-1874 du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'Assemblée élue le 21 octobre 1945 des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies ».

ART. 2. — Les articles 1^{er} et 14 de l'ordonnance n° 45-1874 du 22 août 1945 susvisée sont ainsi modifiés :

« Art. 1^{er}. — Tous les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies seront représentés à l'Assemblée élue le 21 octobre 1945 ».

« Art. 14. — Une ordonnance spéciale fixera les conditions de la représentation de la fédération indochinoise à l'assemblée visée à l'article 1^{er} ci-dessus ainsi que la date et les modalités des élections ».

ART. 3. — Les alinéas 3 et suivants de l'article 9 de l'ordonnance du 22 août 1945 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Le second tour aura lieu le 4 novembre 1945 dans toutes les circonscriptions, sauf en Afrique occidentale française, Togo, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, à Madagascar et dépendances et dans les établissements français de l'Océanie où il aura lieu le 18 novembre 1945.

« En cas de vacance par invalidation, décès, démission ou pour toute autre cause, survenue dans un délai de trois mois à compter du jour de la première réunion de l'assemblée, il sera procédé à des élections complémentaires pour pourvoir au remplacement de l'élu dont le siège est ainsi proclamé vacant.

« Les dates de ces élections seront fixées par décret rendu sur le rapport du ministre des colonies.

« Il ne sera pas pourvu aux vacances survenues après l'expiration du délai de trois mois prévu ci-dessus.

« Sont applicables à la présente consultation électorale les articles 3 et 5 de la loi du 21 juillet 1927 susvisée. Dans les territoires où il n'existe pas de conseil général, la composition de la commission prévue à l'article 5 de ladite loi et le lieu de sa réunion seront fixés par arrêté du Gouverneur général ou Gouverneur, de l'Administrateur chef de territoire à Saint-Pierre et Miquelon. Dans tous les territoires, les délais prévus à l'article 5 de la loi du 21 juillet 1927 pourront être modifiés par arrêtés des autorités visées au présent alinéa.

« Dans tous les territoires, des arrêtés des autorités visées au 7^o alinéa ci-dessus pourront étendre sous les modalités qu'ils détermineront, les dispositions des articles 8 à 12 et 14, 1^{er} alinéa, de la loi du 21 juillet 1927 susvisée, aux territoires intéressés.

« Tout représentant non citoyen élu acquiert de plein droit, à titre personnel, la qualité de citoyen français ».

ART. 4. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 9 octobre 1945.

C. de GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des colonies,

P. GIACOBBI.

ARRETE N° 581 CAB. du 18 octobre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. 1.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'ordonnance du 3 septembre 1945 relative aux conditions dans lesquelles il sera procédé le 21 octobre 1945 aux élections générales et à la consultation par voie de referendum prévues par les ordonnances du 17 août 1945;

Vu l'ordonnance N° 45-2145 du 21 septembre 1945 fixant les modalités de la participation des territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies au referendum institué par l'ordonnance du 17 août 1945, promulguée au Togo le 2 octobre 1945;

Vu le radiotélégramme officiel N° c. 403/AP. du 16 octobre 1945 du Gouverneur général, Haut-Commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance N° 45-2300 du 9 octobre 1945 déclarant applicables dans les territoires relevant du ministère des colonies en ce qui concerne la consultation par referendum les titres 2 et 3 de l'ordonnance N° 45-1988 du 3 septembre 1945.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes du territoire.

Lomé, le 18 octobre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République Française :

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité Français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance n° 45-1836 du 17 août 1945 instituant une consultation du peuple français par voie de referendum et fixant le terme des pouvoirs de l'Assemblée consultative provisoire;

Vu l'ordonnance n° 45-1874 du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'assemblée élue le 21 octobre 1945 des territoires d'outre-mer relevant du ministère des Colonies;

Vu l'ordonnance n° 45-1988 du 3 septembre 1945 relative aux conditions dans lesquelles il sera procédé le 21 octobre 1945, notamment à la consultation par voie de referendum prévue par l'ordonnance du 17 août 1945 susvisée;

Vu l'ordonnance n° 45-2145 du 21 septembre 1945 fixant les modalités de la participation des territoires d'outre-mer relevant du ministère des Colonies au referendum institué par l'ordonnance du 17 août 1945 susvisée;

Vu le décret en forme de règlement d'administration publique du 30 août 1945 fixant, dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, les modalités des opérations relatives aux élections prévues par l'ordonnance du 22 août 1945 susvisée;

Vu l'urgence constatée par le président du Gouvernement provisoire;

Le Conseil d'Etat (commission permanente) entendu,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarés applicables dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies en ce qui concerne la consultation par voie de referendum les titres 2 et 3 de l'ordonnance du 3 septembre 1945 susvisée sous réserve des dispositions de l'ordonnance du 21 septembre 1945 susvisée et de celles des articles 2, 3, 4 ci-après.

ART. 2. — Dans chaque commune ou circonscription administrative, siège d'un bureau de vote, les résultats du scrutin sont rendus publics, transmis télégraphiquement avec confirmation par pli porté par les voies les plus rapides à la commission de recensement prévue à l'article 2 de l'ordonnance du 21 septembre 1945.

ART. 3. — Les commissions de recensement doivent achever leurs travaux au plus tard dans la journée du 24 octobre 1945. Dans les conditions prévues par l'article 2 de l'ordonnance du 21 septembre 1945 susvisée, les résultats sont transmis télégraphiquement à la commission nationale de recensement et le procès-verbal doit suivre par les voies les plus rapides.

ART. 4. — Les pouvoirs dévolus au préfet au titre 3 de l'ordonnance du 3 septembre 1945 sont exercés par le gouverneur du territoire au chef-lieu duquel siège la commission de recensement — A Madagascar et dépendances ils sont exercés par le Gouverneur général, à Saint-Pierre et Miquelon ils sont exercés par l'administrateur chef du territoire.

Les délais prévus aux articles 14 et 16 sont doublés.

ART. 5. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 9 octobre 1945,

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

ARRETE No 588 CAB. du 20 octobre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le radiotélégramme No c. 414 du 20 octobre 1945 du Gouverneur général;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance du 18 octobre 1945

portant adaptation aux territoires d'outre-mer de l'ordonnance du 17 août 1945 relative à l'électorat et à l'éligibilité des militaires.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes du territoire.

Lomé, le 20 octobre 1945.

H. GAUDILLOT.

ORDONNANCE du 18 octobre 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret organique du 2 février 1852, ensemble les lois des 10 août 1871, 30 novembre 1875, 5 avril et 9 décembre 1884;

Vu l'ordonnance du 20 novembre 1944, portant adaptation aux territoires relevant du ministre des colonies des dispositions de l'ordonnance du 21 avril 1944 sur l'organisation des Pouvoirs Publics en France après la Libération;

Vu l'ordonnance du 17 août 1945, relative à l'électorat et à l'éligibilité des militaires;

Vu l'ordonnance du 22 août 1945 fixant le mode de représentation à l'Assemblée élue le 21 octobre 1945 des Territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, modifiée et complétée par l'ordonnance du 9 octobre 1945;

Vu le décret du 3 janvier 1914, modifié par le décret du 11 avril 1914, portant règlement d'administration publique pour l'application dans certaines colonies de la loi du 29 juillet 1913 sur le secret et la liberté du vote, ainsi que la sincérité des opérations électorales;

Vu l'urgence constatée par le Président du Gouvernement Provisoire;

Le conseil d'Etat (commission permanente) entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'ordonnance du 17 août 1945, relatives à l'électorat et à l'éligibilité des militaires, sont rendues applicables dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, sous réserve des dispositions de la présente ordonnance.

ART. 2. — Ceux des militaires qui ne remplissent aucune des conditions de résidence, de domicile réel, d'habitation ou d'inscription au rôle des contributions directes ou des prestations en nature prévues par la réglementation en vigueur dans chaque territoire, peuvent demander leur inscription sur la liste électorale :

a) du lieu ou de la commune de leur naissance s'ils sont nés dans un territoire d'outre-mer relevant du ministère des colonies;

b) du lieu ou de la commune dans lequel le bureau de recrutement dont ils relèvent a son siège, s'ils ne sont pas nés dans un territoire d'outre-mer relevant du ministère des colonies ou dans la métropole.

ART. 3. — Les fonctions de militaire de carrière ou assimilé en activité de service ou servant au delà de la durée légale sont incompatibles avec un mandat de membre d'une assemblée municipale, d'un conseil général ou colonial, d'un conseil représentatif, d'une assemblée représentative ou de toute autre assemblée locale, de membre du parlement ou de l'assemblée constituante.

ART. 4. — Sans préjudice des inéligibilités édictées ou pouvant être édictées à l'égard des militaires par les textes organiques de certaines de ces assemblées, sont inéligibles comme membres d'une assemblée municipale, d'un conseil général ou colonial, d'un conseil représentatif, d'une assemblée représentative ou de toute autre assemblée locale, comme membres du Parlement, et de l'Assemblée constituante, dans toutes circonscriptions comprises dans le ressort où ils ont exercé leur autorité depuis moins de six mois, les officiers des armées de terre, de mer et de l'air dotés d'un commandement territorial.

ART. 5. — Sont abrogés : l'article 7 de la loi organique du 30 novembre 1875, le dernier alinéa de l'article 31 de la loi du 5 avril 1884, l'article 5 de la loi du 9 décembre 1884, l'article 9 de la loi du 31 mars 1928, et en général, toutes les dispositions contraires à celles de la présente ordonnance.

ART. 6. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 18 octobre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

Le ministre de l'intérieur,
A. TIXIER.

Le Ministre de la Marine,
Louis JACQUINOT.

Le Ministre de la Guerre,
André DIETHELM.

Le Ministre de l'Air,
Charles TILLON.

ORDONNANCE n° 45-1839 du 17 août 1945.

Le Gouvernement Provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret organique du 2 février 1852, ensemble les lois des 10 août 1871, 30 novembre 1875, 5 avril et 9 décembre 1884;

Vu l'ordonnance du 21 avril 1944 portant organisation des pouvoirs publics en France après la Libération;

Vu l'urgence constatée par le président du Gouvernement;

Le conseil d'Etat (commission permanente) entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les militaires des armées de terre, de mer et de l'air sont électeurs dans les mêmes conditions que les autres citoyens.

Ceux d'entre eux qui ne remplissent aucune des conditions prévues par l'article 14 de la loi du 5 avril 1884 peuvent demander leur inscription sur la liste électorale;

a) De la commune de leur naissance, s'ils sont nés en France;

b) De la commune dans laquelle le bureau de recrutement dont ils relèvent a son siège, s'ils sont nés hors de France.

ART. 2. — Les militaires des armées de terre, de mer et de l'air sont éligibles dans les mêmes conditions que les autres citoyens, sous réserve des incompatibilités ou inéligibilités définies par les articles ci-après.

ART. 3. — Les fonctions de militaire de carrière ou assimilé, en activité de service ou servant au delà de la durée légale, sont incompatibles avec un mandat de conseiller municipal, conseiller général, membre du parlement ou de l'assemblée constituante.

En conséquence, il est apporté les modifications suivantes aux lois des 5 avril 1884 et 10 août 1871;

L'article 34 (1^{er} alinéa) de la loi du 5 avril 1884 est complété ainsi qu'il suit :

« 4° — de militaire de carrière ou assimilé, en activité de service ou servant au delà de la durée légale ».

L'article 9 de la loi du 10 août 1871 est complété ainsi qu'il suit :

« Et avec celles de militaire de carrière ou assimilé, en activité de service ou servant au-delà de la durée légale ».

ART. 4. — Sont inéligibles, comme conseillers municipaux, conseillers généraux, membres du parlement ou de l'assemblée constituante, dans toute circonscription comprise dans le ressort où ils ont exercé leur autorité depuis moins de six mois, les officiers des armées de terre, de mer et de l'air, dotés d'un commandement territorial.

En conséquence, il est apporté les modifications suivantes aux lois des 5 avril 1884 et 10 août 1871.

L'article 33 de la loi du 5 avril 1884 est complété ainsi qu'il suit :

« 11° — Les officiers des armées de terre, de mer et de l'air, dotés d'un commandement territorial, ayant exercé leur autorité depuis moins de six mois ».

Les paragraphes 5° et 6° de l'article 8 de la loi du 10 août 1871 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 5° et 6°. Les officiers des armées de terre, de mer et de l'air, dotés d'un commandement territorial, ayant exercé leur autorité depuis moins de six mois, dans l'étendue de toute circonscription comprise dans le ressort de leur commandement ».

ART. 5. — Sont abrogés l'article 7 de la loi organique du 30 novembre 1875, le dernier alinéa de l'article 31 de la loi du 5 avril 1884, l'article 5 de la loi du 9 décembre 1884, l'article 9 de la loi du 31 mars 1928 et en général toutes les dispositions législatives ou réglementaires contraires à la présente ordonnance.

ART. 6. — La présente ordonnance, qui est applicable à l'Algérie, sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 17 août 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le ministre de l'intérieur,
A. TIXIER.

Le Ministre de la Guerre,
A. DIETHELM.

Le Ministre de la marine,
LOUIS JACQUINOT.

Le Ministre de l'Air,
Charles TILLON.

Indignité nationale

ARRETE N° 585 CAB. du 19 octobre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 2 mars 1945 rendant applicables les dispositions de l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification des textes relatifs à l'indignité nationale, promulgué au Togo le 3 avril 1945;

Vu l'arrêté général N° 2857 AP. du 15 septembre 1945;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 23 août 1945 qui modifie l'article 2 du décret du 2 mars 1945 rendant applicables les dispositions de l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 octobre 1945.

H. GAUDILLOT.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret du 2 mars 1945, rendant applicables les dispositions de l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale;

Vu le décret du 20 août 1945 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du Général de Gaulle;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2, dernier alinéa du décret du 2 mars 1945, modifiant l'article 4 de l'ordonnance du 26 décembre 1944, est modifié ainsi qu'il suit :

« Le greffier en chef de la juridiction d'appel assure les fonctions de greffier de la Chambre civique.

« En l'absence ou en l'empêchement du greffier en chef, il sera remplacé par un commis-greffier désigné par ordonnance du président de la juridiction d'appel ou si la Chambre civique tient session hors du siège de la juridiction d'appel par le greffier en chef du tribunal du lieu de la session ».

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 août 1945.

Jules JEANNENEY.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

*Le Garde des Sceaux
Ministre de la Justice,*
Pierre-Henri TEITGEN.

Or

ARRETE N° 586 CAB. du 19 octobre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo l'arrêté interministériel (Colonies-Fi-

nances) du 12 septembre 1945 relatif au régime de l'or au Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 octobre 1945.

H. GAUDILLOT.

Par arrêté du ministre des colonies et du ministre des finances en date du 12 septembre 1945, les personnes physiques ou morales possédant au Togo une quantité d'or brut supérieure à 1 kg. sont tenues de céder l'excédent à la caisse centrale de la France d'outre-mer. Ne sont pas considérés comme or brut : les appareils de prothèse dentaire, les trésors familiaux et rituels des indigènes, les bijoux de fabrication locale en filigrane, les bijoux poinçonnés ou déclarés à l'administration locale.

Un arrêté du Haut-Commissaire de la République au Togo fixera les modalités pratiques de cessions d'or brut à la caisse centrale de la France d'outre-mer.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Réglementation des prix

Marchandises ou objets d'occasion

ARRETE N° 2939 SE. du 24 septembre 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F. et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 21 septembre 1941 relatif à la vente aux enchères ou à cri public dans les colonies;

Vu l'acte dit « loi du 14 mars 1942 » complétant, modifiant et codifiant le régime des prix et stocks dans les territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux colonies et textes modificatifs;

Vu l'arrêté N° 3215/r. du 8 septembre 1943 portant réglementation des prix, modifié et complété;

Vu l'ordonnance du 27 mai 1944 attribuant force de décrets à la réglementation sur le régime des prix;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont considérés comme marchandises ou objets d'occasion toutes marchandises, objets quelles qu'en soient la nature, l'origine et la destination qui, à un stade quelconque de la production ou de la distribution, sont entrés en la possession d'un consommateur par un acte de négoce ou par tout autre acte à titre onéreux ou à titre gratuit et ont, de ce fait, subi un usage plus ou moins prolongé.

ART. 2. — Le prix d'une marchandise ou objet d'occasion vendu ou offert en vente par un commerçant ou un non commerçant est établi en fonction du degré d'altération que présente cet objet soit dans

son apparence, soit dans ses qualités d'utilisation ou en fonction du temps qui s'est écoulé depuis l'entrée en possession prévue à l'article premier.

ART. 3. — En aucun cas et notamment pour cause de réfection, révision ou réparation quelconque, un produit d'occasion ne peut faire l'objet de proposition ou d'opération de vente ou d'achat supérieure au prix résultant de l'application de la réglementation en vigueur (homologation ou taux de marque) pour des marchandises neuves semblables. Lorsque pour des cas spéciaux des commissions locales d'évaluation auront été appelées à donner leur avis, les prix limites seront ceux arrêtés par les dites commissions.

A défaut de renseignements répondant aux conditions ci-dessus, le prix limite de vente de tout objet d'occasion, ainsi que de pièces détachées provenant d'objets d'occasion, ne devra pas être supérieur à quatre vingt dix pour cent du prix licite de la marchandise ou objet neuf tel qu'il résulte des prix pratiqués dans le commerce pour des articles identiques ou similaires. S'il n'existe pas de prix actuels, les prix les plus rapprochés en date seront pris comme base.

ART. 4. — Toute personne physique ou morale, vendant un objet d'occasion dont le prix est supérieur à mille francs est tenue de délivrer un reçu à l'acheteur en spécifiant la nature et le prix de l'objet vendu.

ART. 5. — Le présent arrêté ne s'applique pas aux objets ayant une valeur de collection ou d'art.

ART. 6. — Toutes infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées, poursuivies et réprimées comme en matière de majoration illicite des prix et passibles des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 24 septembre 1945.

P. COURNARIE.

Groupements d'exportateurs des produits coloniaux

ARRETE N° 3159 SE. du 13 octobre 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu l'ordonnance organique du 7 septembre 1840;

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F. et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, promulgué par arrêté du 27 mai 1939;

Vu le décret du 5 décembre 1939 portant délégation de pouvoirs aux chefs de colonie pour réglementer l'exportation des produits coloniaux, promulgué en A.O.F. par arrêté du 27 décembre 1939;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les produits de cru ne peuvent être exportés de l'A.O.F. que par les membres des Groupements d'Exportateurs constitués à cet effet, après approbation du Gouverneur général de l'A.O.F.

ART. 2. — Est approuvée la constitution des Groupements suivants :

Groupement des Exportateurs d'Arachides de l'Afrique Occidentale.

Groupement des Exportateurs de bananes de l'Afrique Française.

Groupement des Exportateurs de cafés de l'Afrique Française.

Groupement des Exportateurs de cacao de l'Afrique Française.

Groupement des Exportateurs de cire et miel de l'Afrique Française.

Groupement des Exportateurs de coton de l'Afrique Française.

Groupement des Exportateurs de cuirs et peaux de l'Afrique Française.

Groupement des Exportateurs de gomme arabique de l'Afrique Française.

Groupement des Exportateurs de graines oléagineuses autres qu'arachides de l'Afrique Française.

Groupement des Exportateurs de l'huile de palme et de karité de l'Afrique Française.

Groupement des Exportateurs de kapok de l'Afrique Française.

Groupement des Exportateurs de laine de l'Afrique Française.

Groupement des Exportateurs de piments et poivre.

Groupement des Exportateurs de produits amylacés.

ART. 3. — Peuvent être membres d'un Groupement :

1^o — de droit :

a) les planteurs exportant leurs propres productions;

b) les industriels exportant le produit de leur fabrication;

c) les commerçants établis à la colonie, ayant effectivement exporté le produit considéré et payé patente d'exportateur au cours des années 1938-1939.

2^o — les commerçants ne remplissant pas ces conditions mais admis par le Groupement.

Les commerçants dont l'admission dans le Groupement aura été refusée par cet organisme pourront appeler de cette décision auprès du Gouvernement général de l'A.O.F. Sur la décision favorable de celui-ci, les commerçants présentant au jugement de l'Administration les garanties nécessaires seront inscrits d'office au Groupement. Dans ce cas ils devront souscrire l'engagement de se conformer strictement aux règlements et discipline du Groupement considéré.

ART. 4. — Le fret réservé à un produit, dans une escale donnée, par les Services de la Marine Marchande, sera réparti par le représentant local du Groupement, proportionnellement aux stocks disponibles

dans le port considéré, sauf décision contraire de l'Administration locale.

ART. 5. — L'embarquement des produits est subordonné à la présentation, au Service des Douanes, d'une licence d'exportation délivrée par les Services Economiques locaux et visée par le représentant local du Groupement.

ART. 6. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies des peines prévues par l'article 10 du décret du 2 mai 1939.

ART. 7. — Sont et demeurent abrogés les arrêtés nos 2384 SE/7 du 2 juillet 1941 — 3120 SE/7 du 3 septembre 1941 — 3629 SE/7 du 15 octobre 1941 — 482 SE. du 4 février 1942 — 3680 SE. du 16 octobre 1943 et 1030 du 6 avril 1944.

ART. 8. — Les Gouverneurs des colonies du Groupe, le Gouverneur, Administrateur de la circonscription de Dakar et Dépendances, le Commissaire de la République au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, et publié aux *Journaux Officiels* de l'A.O.F. et du Territoire sous mandat du Togo.

Dakar, le 13 octobre 1945.

Pour le Gouverneur Général en tournée,

Le Gouverneur des Colonies,

Secrétaire général p. i. du Gouvernement Général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,

OSWALD DURAND.

P. T. T.

Taxes postales

ARRETE N° 3164 DT. du 13 octobre 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F. et les textes ultérieurs le modifiant;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies; l'ensemble des textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 23 octobre 1941 portant organisation du service des Transmissions de l'A.O.F. promulgué en A.O.F. par arrêté n° 4190/AP. du 3 décembre 1941;

Vu l'arrêté n° 883/DT. du 20 mars 1945, portant réaménagement des taxes postales et télégraphiques perçues en A.O.F. dans des régimes intérieurs franco-colonial et inter-colonial;

Vu le décret n° 45.2007 du 31 août 1945 portant fixation des taxes postales applicables dans le régime intérieur français ainsi que dans les relations franco-coloniales et intercoloniales, aux journaux et écrits périodiques;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans le régime intérieur de l'A.O.F. (Togo compris) ainsi que dans les relations franco-coloniales et intercoloniales les taxes postales des journaux et écrits périodiques définis par l'article 90 de la loi des finances du 16 avril 1930 sont fixées ainsi qu'il suit :

	JOURNAUX ROUTÉS OU « HORS SAC »		JOURNAUX NON ROUTÉS AFFRANCHIS EN NUMÉRAIRE		AUTRES JOURNAUX
	Rayon général	Rayon limitrophe	Rayon-général	Rayon limitrophe	
Jusqu'à 50 grammes	0,20	0,10	0,50	0,25	0,60
De 50 à 100 grammes	0,40	0,20	0,70	0,35	1
De 100 à 150 grammes	0,50	0,25	0,80	0,40	1,30
De 150 à 200 grammes	0,60	0,30	0,90	0,45	1,60
Ensuite augmentation par 100 gr. ou fraction de 100 gr. . .	0,20	0,10	0,20	0,10	0,30.

ART. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus les journaux quotidiens d'un poids maximum de 50 grammes et dont le prix de vente est inférieur ou égal à 1 f, 50 bénéficient des taxes ci-après :

JOURNAUX ROUTÉS OU « HORS SAC »		JOURNAUX NON ROUTÉS AFFRANCHIS EN NUMÉRAIRE	
Rayon général	Rayon limitrophe	Rayon général	Rayon limitrophe
0,12	0,06	0,30	0,15

ART. 3. — Les taxes figurant aux articles 1 et 2 sous l'indication « Rayon général » sont applicables aux relations franco-coloniales et intercoloniales.

Celles figurant sous l'indication « Rayon limitrophe » sont applicables au régime intérieur de l'A.O.F. (Togo compris).

ART. 4. — Les envois de journaux effectués par les dépositaires locaux préalablement autorisés, peuvent être affranchis en timbres-poste au tarif des journaux non routés. L'affranchissement de chaque envoi portant une adresse particulière est, s'il y a lieu, arrondi au décime supérieur.

ART. 5. — Le présent arrêté qui annule toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 13 octobre 1945.

*Pour le Gouverneur Général en tournée,
Le Gouverneur des Colonies,
Secrétaire général p. i. du Gouvernement Général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
OSWALD DURAND.*

Mandats poste — Mandats télégraphiques

ARRETE N° 3165 ET. du 13 octobre 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,
Vu le décret du 18 octobre 1904 portant organisation du
Gouvernement général de l'A.O.F., modifié par les décrets
des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 31 décembre 1912, sur le régime financier des colonies promulgué en A.O.F., par arrêté du 15 janvier 1913 et les modificatifs subséquents;

Vu le décret du 23 octobre 1941, portant organisation du service des Transmissions de l'A.O.F., promulgué par arrêté n° 4190 AP. du 3 décembre 1941;

Vu l'arrêté du 10 janvier 1906, organisant un service de mandats d'article d'argent postaux et télégraphiques en A.O.F.;

Vu l'arrêté du 22 août 1929 portant élévation du montant maximum des mandats-poste;

Vu l'ensemble des textes généraux et locaux portant relèvement du maximum des mandats télégraphiques locaux du régime intérieur;

La commission permanente du conseil du Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant maximum des mandats-poste locaux est porté de 25.000 à 50.000 francs.

Le montant maximum des mandats télégraphiques locaux est porté de 10.000 à 25.000 francs.

Toutefois, le montant maximum pourra être fixé pour chacune des deux catégories de mandats à 5.000 ou 10.000 francs seulement pour certains bureaux spécialement désignés par le Gouverneur général.

ART. 2. — Le nombre de mandats-poste ou de mandats télégraphiques locaux pouvant être envoyés le même jour, par le même expéditeur, à un même destinataire, est illimité.

ART. 3. — Le montant des mandats de service, échangés entre comptables de l'Administration des Postes et Télégraphes, et celui des mandats transmettant des fonds administratifs dans les conditions fixées par l'article 1^{er} de la décision du 7 février 1923 et par l'article 1^{er} de l'arrêté du 19 mars de la même année, est illimité.

ART. 4. — Le présent arrêté qui prendra effet le 1^{er} novembre 1945 annule toutes dispositions antérieures contraires. Il sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 13 octobre 1945.

*Pour le Gouverneur Général en tournée,
Le Gouverneur des Colonies,
Secrétaire général p. i. du Gouvernement Général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
OSWALD DURAND.*

ACTES DU GOUVERNEMENT DU DAHOMEY

Elections

N° 1609 APA. — Par arrêté du Gouverneur du Dahomey en date du :

17 octobre 1945. — La commission chargée du recensement général des votes au chef-lieu de la circonscription électorale Dahomey-Togo est constituée ainsi :

Le Président du Tribunal de 1^{re} instance du Dahomey. *Président*

Le Chef du Bureau des A.P.A. du Dahomey

Le Chef du Bureau des A.P.A. du Togo

M. Azango domicilié à Cotonou

M. Dromard domicilié à Lomé.

La commission siégera sur convocation de son président, au bureau des Affaires politiques et administratives à Porto-Novo.

Le recensement général se fera en séance publique au plus tard le dixième jour qui suivra le scrutin.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Douanes

ARRETE N° 450 D. du 23 août 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 74, paragraphe B;

Vu le décret du 20 décembre 1943 déterminant, en matière fiscale, les attributions du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1943 instaurant temporairement l'assimilation fiscale entre l'A.O.F. et le Togo en ce qui concerne les droits fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu l'arrêté N° 687 F. en date du 8 décembre 1942 supprimant les taxes indirectes adventives et modifiant les droits fiscaux d'entrée et de sortie dans le territoire du Togo, ensemble tous les textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté N° 1696 F. du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du 4 juin 1945, modifiant le tableau II annexé à l'arrêté du 17 juillet 1942 fixant en A.O.F. la quotité, le mode d'assiette et les règles de perception des droits d'exportation;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation par le Haut-Commissaire de la République en conseil de Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau II annexé à l'arrêté N° 687 F. du 8 décembre 1942 est modifié ainsi qu'il suit en ce qui concerne la quotité des droits de sortie sur les produits suivants :

NUMÉROS DU TARIF ET DE LA NOMENCLATURE OFFICIELLE	DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉ DE PERCEPTION	QUOTITÉ DES DROITS
	CHAPITRE VII		
	<i>Fruits et graines — Graines et fruits oléagineux</i>		
180	Arachides en coques	Valeur	6 %
	CHAPITRE IX		
	<i>Huiles et sucs végétaux</i>		
240 — 241 — 242 a 242 b	Huiles d'arachides	— id —	4,22 %
	CHAPITRE XIV		
	<i>Produits et déchets divers</i>		
353 a	Tourteaux d'arachides	— id —	4,10 %
	QUATRIÈME SECTION		
	Fabrications		
920 à 924 c	Peaux préparées; simplement tannées; corroyées ou autrement		
	Bovidés	100 K. B.	240

ART. 2. — Le présent arrêté sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 août 1945.

*P. Le Commissaire de la République et p. o.,
Le Secrétaire général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

Approuvé par arrêté général N° 3155 DGF/D. du 13 octobre 1945.

Commune-Mixte de Lomé

ARRETE N° 575/F. du 11 octobre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment les articles 336 et 337;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 réglementant le fonctionnement des communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932, créant la commune mixte de Lomé;

Vu les arrêtés 610 F. et 311 F. des 12 décembre 1944 et 7 juin 1945 portant approbation des budgets: primitif et supplémentaires de la commune mixte de Lomé;

Vu le rapport N° 451 C. M. en date du 24 septembre 1945 de l'administrateur-maire de la commune mixte de Lomé;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La commune mixte de Lomé est autorisée à modifier comme suit, les inscriptions prévues au budget primitif de l'exercice 1945 :

CHAPITRE II —

Art. 2. — Secrétariat et Bureaux 759.000 f. au lieu de 739.000 f.

CHAPITRE IV —

Art. 1. — Petite Voirie . . . 208.000 f. au lieu de 133.600 f.

CHAPITRE IV —

Art. 2. — Squares et Jardins . . 88.100 f. au lieu de 80.300 f.

CHAPITRE IV —

Art. 3. — Service de Nettoyement 777.500 f. au lieu de 723.200 f.
1.832.600 f. 1.676.100 f.

ART. 2. — La différence, soit 156.500 francs, sera gagée sur une nouvelle subvention pour insuffisance de ressources qui sera accordée par le Territoire.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 octobre 1945.

H. GAUDILLOT.

Cacao

ARRETE N° 577 AE. du 14 octobre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu le télégramme n° 460 SE/P. du 4 octobre 1945 du Gouverneur général;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La campagne d'achat du cacao de la récolte principale 1945 est ouverte pour compter du 15 octobre 1945.

ART. 2. — Les prix d'achat aux producteurs sont fixés en tous points railway à 5.504 francs.

Le prix aux intermédiaires est fixé à 5.789 francs.

Dans les centres autres que ceux ci-dessus les prix seront fixés par les chefs de circonscription compte tenu des seuls frais de transports routiers décomptés aux tarifs réglementaires.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions intéressés ainsi que dans tous les bureaux des P.T.T.

Lomé, le 14 octobre 1945.

H. GAUDILLOT.

Marchandises d'importation

ARRETE N° 592 AE/3 du 23 octobre 1945.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 16 avril 1924;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu l'arrêté général n° 2774 SE. du 7 août 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter de la publication du présent arrêté et jusqu'à nouvel ordre sont bloquées les marchandises suivantes récemment débarquées du s/s « Fort de Troyon » — savoir :

Toutes Maisons : Apéritifs

U.A.C. : Eau Perrier
Boutons os
Cigarettes Bastos et Splendid
Fils de coton
Biscuits
Patés de porc en conserve
Clous de girofles

C.C.E. : Verres à boire
Patés de porc en conserve
Pics
Socquettes
Faitouts émaillés
Cuvettes émaillées
Bouilloires
Mouchoirs de poche
Draps de lit
Bouteilles Thermos
Boucauts de tabac
Fils de lin
Filtres à eau
Caleçons
Cuillères à dessert
Fourchettes

Cie. F.A.O. : Filets de poissons
Houes fer
Ciseaux

ART. 2. — Les ventes seront effectuées suivant modalités fixées par le Chef du Bureau Economique.

ART. 3. — Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions et des P.T.T. et tous lieux publics.

Lomé, le 23 octobre 1945.

H. GAUDILLOT.

Récolte 1943 — 1944**Règlement de magasinage des produits rachetés**

ADDITIF au règlement de magasinage pour les produits rachetés du Togo, de la récolte 1943-1944, approuvé par arrêté n° 133 AE. du 15 mars 1944.

Le beurre de karité est ajouté à la liste des produits énumérés à l'article 3 du règlement de magasinage pour les produits du Togo, de la récolte 1943-1944 rachetés.

Le taux de déchet forfaitaire par mois de stockage est fixé à 0,250%. Le déchet maximum admis est de 1%.

L'Administration paiera pour le loyer du magasin et rémunération des charges imposées au bailleur les

sommes suivantes, par tonne et par mois, tout mois commencé étant dû :

Beurre de karité 4 francs

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT****Promotions**

Par arrêté du Directeur général des Contributions Directes, en date du 30 juin 1945, ont été élevés su place à la 1^{re} classe de leur grade :

M.M.

Baranger, pour compter du 1^{er} septembre 1944, contrôleur de 2^e classe des Contributions Directes.

Titularisation

Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

10 octobre 1945. — L'assistant forestier surnuméraire Konan Kouassi est titularisé dans son emploi pour compter du 13 septembre 1945, date à laquelle il a satisfait à la loi sur le recrutement de l'armée.

Nomination

N° 3130 P. — Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

13 octobre 1945. — Mlle. Atayi Aimée est agréée dans le cadre commun secondaire de l'enseignement de l'A.O.F. en qualité d'institutrice stagiaire à compter du 1^{er} octobre 1945.

Mlle. Atayi est mise à la disposition du Commissaire de la République au Togo.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL EUROPÉEN****Solde de présence**

Par arrêté n° 578 P. du :

15 octobre 1945. — L'arrêté n° 243/P. du 15 mars 1945 est modifié comme suit en ce qui concerne l'instituteur Morin :

M. Morin, instituteur de 4^e classe du cadre métropolitain, nouvellement affecté au Togo, percevra, en attendant la régularisation de sa situation administrative, et pour compter du 4 avril 1945, date de son embarquement pour la colonie, la solde de présence allouée à un instituteur de 4^e classe du cadre commun supérieur de l'enseignement primaire de l'A.O.F.

Nominations - Affectations

Par décision n° 587 p. du :

12 octobre 1945. — Le sous-lieutenant Picard est chargé provisoirement des fonctions de chef de la subdivision administrative de Bassari et de président du tribunal du 1^{er} degré de cette localité, en remplacement de M. Darnois, adjoint principal de C.E. des S.C. des colonies.

L'exercice des pouvoirs disciplinaires lui est en outre conféré.

M. Darnois, adjoint principal de classe exceptionnelle des services civils des colonies, chef de la subdivision de Bassari est nommé chef de la subdivision de Lama-Kara et président du tribunal du 1^{er} degré de cette localité, en remplacement de M. Appia, adjoint de 2^e classe stagiaire des S.C. des colonies.

M. Darnois assurera en outre, cumulativement avec ses nouvelles fonctions, la présidence du tribunal du 1^{er} degré de Sokodé.

L'exercice des pouvoirs disciplinaires lui est en outre conféré.

M. Appia, adjoint de 2^e classe stagiaire des services civils des colonies, chef de la subdivision de Lama-Kara, est affecté au cabinet du Commissaire de la République.

Par décision n° 601 p. du :

24 octobre 1945. — M. Pinelli Roch, sous-chef de bureau après 4 ans du cadre local des chemins de fer du Togo, de retour de congé et arrivé à Lomé le 17 octobre 1945, est mis à la disposition du Directeur du Réseau des C.F.T.

PERSONNEL INDIGÈNE**Mutations**

Par décision n° 588 p. du :

13 octobre 1945. — Les mutations suivantes sont prononcées dans le personnel de l'enseignement officiel :

M. Kouévi Justin, instituteur principal de 3^e classe, en service à l'école de garçons de Palimé, est affecté à l'école de village de Kpadapé, en remplacement de l'instituteur Colley Augustin, admis à la retraite.

M. Grüner Hans, instituteur adjoint de 1^{re} classe, en service à l'école de Bafilo, est affecté à l'école de garçons de Sokodé, en remplacement de l'instituteur Mikem Michel, appelé à d'autres fonctions.

M. Mikem Michel, instituteur adjoint de 2^e classe, en service à l'école de garçons de Sokodé, est affecté à l'école de Bafilo, en remplacement de l'instituteur Grüner Hans.

Solde de détention

Par arrêté n° 579 p. du :

15 octobre 1945. — Le commis d'administration de 2^e classe Tossou Abalo, précédemment en service

au Bureau des Affaires Economiques, suspendu de ses fonctions pour absences illégales par arrêté n° 196/p. du 13 avril 1945 pour compter du 28 mars 1945 et placé sous mandat de dépôt le 25 avril 1945 sous l'inculpation d'abus de confiance au préjudice de l'Administration des Travaux Publics du Togo, percevra, pour compter du 25 avril 1945, la moitié de son traitement brut dégage de tous accessoires de solde jusqu'au jour inclus de l'intervention du jugement par le tribunal compétent.

Agents auxiliaires**Affectations**

Par décision n° 589 p. du :

15 octobre 1945. — Le dactylographe auxiliaire Afidégnon Eusèbe, de retour de congé, est mis à la disposition du Chef du Bureau des Affaires Politiques et Administratives.

Par décision n° 592 p. du :

15 octobre 1945. — Le maître-ouvrier auxiliaire Alapini Daniel, précédemment en service à l'Ecole Professionnelle de Sokodé, est affecté à Lomé, pour servir à la subdivision des Travaux publics du sud.

La présente décision aura effet pour compter de la date de l'expiration de la permission d'absence dont l'intéressé est titulaire suivant décision n° 505/p. du 4 septembre 1945.

Gardes-forestiers**Suspension de fonctions**

Par arrêté n° 593 p. du :

24 octobre 1945. — Le garde forestier stagiaire Lawson David, en service à Tététo-Nord (Cercle du Centre), est, et ce jusqu'à intervention du jugement par le tribunal compétent, suspendu de ses fonctions pour compter du 19 octobre 1945, date à laquelle il a été placé sous mandat de dépôt sous l'inculpation de corruption.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, M. Lawson n'aura droit qu'à la moitié de son traitement brut, dégage de tous accessoires de solde.

Forces de Police

Par arrêté n° 594 BM. du :

24 octobre 1945. — La démission du garde de 2^e classe Adjo Benoît, n° Mle 1214, du peloton de Lomé, est acceptée à compter du 1^{er} octobre 1945.

La gratuité du transport lui est accordée pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

DIVERS**Association**

Par arrêté N° 580 APA. du :

15 octobre 1945. — Est autorisée dans le territoire du Togo la constitution d'une société sportive et théâtrale dénommée « La Renaissance » dont le siège est fixé à Tsévié (Cercle de Lomé).

Sont approuvés les statuts de cette société tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Commandement indigène

Par décision N° 599 APA. du :

22 octobre 1945 — Est nommé à l'emploi de secrétaire du chef supérieur de Palimé (Subdivision de Klouto — Cercle du Centre) le nommé Ataley Simon.

M. Ataley Simon aura droit, en cette qualité, au traitement mensuel de 500 francs.

Conseil d'administration

N° 3.057 AP. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

5 octobre 1945. — Est nommé membre suppléant citoyen français du conseil d'administration du Togo. M. Charles, directeur de l'Unelco à Lomé, en remplacement de M. Viala rapatrié.

Enseignement**Bourses**

Par décision N° 585 E. du :

12 octobre 1945. — Les bourses suivantes sont accordées, pour l'année scolaire 1945-1946 :

1^o — Une bourse d'études de 9.000 francs à M. Randolph Xavier, élève de 1^{re} A au Lycée Faidherbe à Saint-Louis.

2^o — Une bourse d'études de 9.000 francs à M. Quashie William, élève de 1^{re} B au Lycée Faidherbe à Saint-Louis.

3^o — Une bourse d'études de 9.000 francs à M. Amaïzo Basile, élève de seconde B au Lycée Faidherbe à Saint-Louis.

4^o — Une bourse d'études de 9.000 francs à M. Amaïzo Prosper, élève de 4^e B au Lycée Faidherbe à Saint-Louis, sous réserve qu'il soit admis à la classe supérieure en octobre 1945.

Ces bourses sont payables au proviseur du Lycée Faidherbe à Saint-Louis.

Par arrêté N° 591 E. du :

23 octobre 1945. — Une bourse d'études de Soixante mille francs (60.000 frs.) est accordée, pour l'année scolaire 1945-1946, à M. Atayi Ayayi Louis, pour lui permettre d'entreprendre ses études de médecine à la Faculté de Paris.

Cette bourse est payable mensuellement et d'avance par le service colonial au moyen d'ordres de paiement émis par le directeur de ce service sur la prévision constituée par le Territoire sous la seule obligation par le bénéficiaire de produire les certificats ou justifications de scolarité les 10 mars et 10 juin de la présente année scolaire.

Les dits certificats ou justifications seront mis au soutien du dernier versement trimestriel.

La dépense est imputable au budget local du Togo — chapitre XIII — article 8 — paragraphe 5 — (Bourses et allocations).

Résidence obligatoire

Par arrêté N° 589 APA. du :

22 octobre 1945. — Est astreint à la résidence obligatoire à Sokodé, pendant une durée de 13 ans, pour compter du 5 novembre 1945, date de l'expiration de ses peines de prison, le nommé Adama Félix de la prison de Lomé, âgé de 26 ans environ, né à Glidji, cercle d'Anécho, fils de Adama et de Tayi, sans profession, demeurant à Tsévié, cercle de Lomé, condamné :

1^o — à 30 mois de prison, 300 francs d'amende et 3 ans d'interdiction de séjour pour vol d'une montre en or par jugement en date du 27 mai 1942 du tribunal correctionnel de Lomé, et

2^o — à 1 an de prison et 10 ans d'interdiction de séjour pour escroquerie par jugement n° 68 du 30 octobre 1943 du tribunal du 1^{er} degré de Tsévié.

Sont astreints à la résidence obligatoire pendant une durée de dix ans,

a) à Atakpamé, pour compter du 6 novembre 1945, date de l'expiration de sa peine de prison, le nommé Kloussé Afandalo de la prison de Lomé, âgé de 29 ans environ, né à Adidomé, canton d'Abobo, cercle de Lomé, fils de Kloussé et de Miokem, cultivateur, demeurant à Adidomé, cercle de Lomé condamné à 18 mois de prison et 10 ans d'interdiction de séjour pour violation de sépulture et mutilation de cadavre par jugement n° 138 du 29 mai 1944 du tribunal du 1^{er} degré de Lomé.

b) à Sokodé, pour compter du 20 novembre 1945, date de l'expiration de sa peine de prison, le nommé Agbo Dokpo de la prison de Lomé, âgé de 41 ans environ, né à Abobo, cercle de Lomé, fils de feu Agbo et de Sofouke, cultivateur, demeurant à Abobo cercle de Lomé, condamné à 18 mois de prison et 10 ans d'interdiction de séjour pour pratiques de charlatanisme et trafic des ossements humains par jugement du 29 mai 1944.

Sont astreints à la résidence obligatoire à Atakpamé, pendant une durée de cinq ans, pour compter du 20 novembre 1945, date de l'expiration de leur peine de prison, les individus ci-après nommés, de la prison de Lomé :

a) Kossi Ahiabou, âgé de 51 ans environ, né à Lébé, cercle de Lomé, fils de feu Ahiabou et de Sotonsi, cultivateur, demeurant à Lébé, cercle de Lomé.

b) Ahoualegbédji Lobui, âgé de 46 ans environ, né à Lébé, cercle de Lomé, fils de feu Lobui et de Mideycho, cultivateur demeurant à Lébé, cercle de Lomé.

c) Togogoli Dotsé, âgé de 26 ans environ, né à Lébé, cercle de Lomé, fils de feu Dotsé et de Bégounsi, cultivateur, demeurant à Lébé, cercle de Lomé.

d) Oblado Afiloto, âgé de 39 ans environ, né à Lébé, cercle de Lomé, fils de feu Afiloto et de feu Sohomé, cultivateur, demeurant à Lébé, cercle de Lomé.

e) Agbessi Adokou, âgé de 41 ans environ, né à Lébé, cercle de Lomé, fils de feu Adokou et de Houn-gnamé, cultivateur, demeurant à Lébé, cercle de Lomé.

f) Agbétiafa Adokou, âgé de 41 ans environ, né à Lébé, cercle de Lomé, fils de feu Adokou et de feu Hounhouayo, cultivateur, demeurant à Lébé, cercle de Lomé :

condamnés, chacun, à 18 mois de prison, 180 francs de dommages et intérêts solidairement en faveur des nommés Koffi et Afankpénoudji et à 5 ans d'interdiction de séjour, pour pratiques de charlatanisme susceptibles de troubler l'ordre public et complicité de trafic d'ossements humains, par jugement n° 144 du 5 juin 1944 du tribunal du 1^{er} degré de Lomé.

Est astreint à la résidence obligatoire à Anécho, pendant une durée de trois ans, pour compter du 30 octobre 1945, date de l'expiration de sa peine de prison, le nommé Amouzouvi Sagbo de la prison de Lomé, âgé de 45 ans environ, né à Parahoué, cercle d'Athiémé (Dahomey), fils de feu Amouzouvi et de Kaka, cultivateur, demeurant à Lomé, condamné à 3 mois de prison et 3 ans d'interdiction de séjour pour coups et blessures, par jugement n° 266 du 23 juillet 1945 du tribunal du 1^{er} degré de Lomé.

Est astreint à la résidence obligatoire à Atakpamé, pendant une durée de trois ans, pour compter du 16 octobre 1945, date de l'expiration de sa peine de prison, le nommé Messan Kouvahé Jérôme, de la prison de Lomé, âgé de 18 ans environ, né à Anécho, cercle dudit, fils de Joseph Kouvahé et de Afankomé, électricien, demeurant à Lomé, condamné à 3 mois de prison, 350 francs de dommages et intérêts et 3 ans d'interdiction de séjour pour vol en flagrant délit, par jugement n° 271 du 23 juillet 1945 du tribunal du 1^{er} degré de Lomé.

Frais funéraires

Par décision N° 586 CFT. du :

12 octobre 1945. — Est accordée à Madame veuve Marcel Bugnard, demeurant 45 Avenue des Cottages à Vassieux Caluire (Rhône) la somme de : Trois mille quarante neuf francs (3.049 frs.) pour les frais funéraires qu'elle a déboursés à l'occasion du décès de son mari Marcel Bugnard, ex-chef de district principal après 66 mois du Togo.

La dépense est imputable au budget annexe du chemin de fer et du wharf chapitre 1^{er} — article 4 — paragraphe 2.

Subvention

Par décision N° 591 F. du :

15 octobre 1945. — Une subvention de (156.500 frs.) Cent cinquante six mille cinq cents francs est accordée à la Commune Mixte de Lomé pour lui permettre de faire face à une insuffisance des ressources constatée au titre du budget communal de l'exercice 1945 (Modification des chapitres déficitaires).

La dépense est imputable au chapitre XV — article 5 — paragraphe 1 (Dotation) du budget local — exercice 1945.

Taxe de magasinage

Par arrêté N° 576 D. du :

11 octobre 1945. — Est autorisé le remboursement au profit de l'agent transitaire du service local de la somme de Vingt deux mille sept cent cinquante frs. soixante centimes perçue au titre de taxe de magasinage par le service des douanes.

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU GOUVERNEMENT DU DAHOMEY

Elections

ARRETE N° 1585 APA. du 8 octobre 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
GOUVERNEUR DU DAHOMEY,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F. modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 9 août 1945 relatif à l'établissement des listes électorales des citoyens français;

Vu l'ordonnance du 22 août 1945;

Vu l'ordonnance du 21 septembre 1945 fixant les modalités de participation des territoires d'Outre-mer relevant du ministère des colonies au referendum institué par l'ordonnance du 17 août 1945;

Vu l'arrêté général 2991 du 28 septembre 1945;

ARRETE :

TITRE PREMIER

Dispositions générales

ARTICLE PREMIER. — Dans la colonie du Dahomey, le vote pour les opérations de referendum prévu par les ordonnances des 17 août et 21 septembre 1945, se fera sur les listes électorales des citoyens français closes le 5 octobre 1945.

Seront également admis au vote, quoique non inscrits sur les listes les citoyens porteurs d'une décision du président du tribunal ordonnant leur inscription, ou d'un arrêt de la cour de cassation annulant un jugement de radiation.

ART. 2. — Les dispositions législatives réglementaires relatives aux élections à l'assemblée constituante sont applicables aux opérations de referendum compte tenu des dispositions du présent arrêté.

TITRE II

Organisation des scrutins

ART. 3. — Les opérations électorales et celles du referendum auront lieu dans la même salle de scrutin, et sous le contrôle des bureaux spéciaux aux citoyens ou des bureaux mixtes tels qu'ils sont déterminés par l'arrêté n° 1569/APA. du 3 octobre 1945.

Une urne spéciale portant mention apparente de sa destination sera réservée dans chacun des dits bureaux aux opérations de referendum.

ART. 4. — La présentation et la réception des votes se font selon la procédure suivante :

A son entrée dans la salle du scrutin tout électeur admis à participer au vote, après avoir fait constater son identité suivant les règles et usages établis ou après avoir fait la preuve de son droit de vote par la production de la décision ou de l'arrêt mentionnés à l'article premier du présent arrêté, prend lui-même :

1^o — S'il est admis à participer au referendum le bulletin spécial et une enveloppe réservée au referendum ;

2^a — Pour les élections, une enveloppe réservée à son collège et au plus, le cas échéant, un bulletin de chacun des candidats devant son propre collège.

Bulletins et enveloppes doivent être mis à la disposition des électeurs en séries bien distinctes pour le referendum, l'élection du représentant des citoyens et l'élection du représentant des électeurs non citoyens.

Sans quitter la salle du scrutin, l'électeur doit se rendre isolément dans la partie de la salle aménagée pour le soustraire aux regards. Il y remplit éventuellement son bulletin de referendum et l'introduit ainsi qu'un des bulletins de vote dans chacun des enveloppes correspondantes.

Il fait ensuite constater au président qu'il n'est porteur que des enveloppes réglementaires quant au nombre et à la qualité.

Le président le constate sans toucher les enveloppes — L'électeur, sur l'indication du président introduit son ou ses enveloppes dans l'urne correspondante à chacune d'entre elles.

La constatation du vote est faite conformément aux dispositions légales et réglementaires et en particulier par le sectionnement du coin de la carte d'électeur réservé au tour de scrutin en cours, et par émargement sur la liste d'électeurs par les soins des assesseurs.

Dans la colonne « Emargements », des listes électorales des citoyens français, il sera tenu deux sous-colonnes, dont l'une sera réservée à la constatation du vote électoral, et l'autre à celle du vote de referendum.

TITRE III

Dépouillement des scrutins

ART. 5. — Après la clôture des scrutins il est procédé au dépouillement des résultats des élections et du referendum :

1^o — S'il y a moins de trois cents votants, le bureau procédera lui-même au dépouillement des différents votes dans l'ordre suivant : Referendum, élection du délégué des citoyens, élection du délégué des non citoyens ;

2^o — S'il y a plus de trois cents votants au total mais moins de 40 votants citoyens français le bureau procède lui-même au dépouillement des votes du referendum et de l'élection du délégué des citoyens, et fait procéder ensuite au dépouillement des votes des non citoyens en nommant des scrutateurs supplémentaires si besoin est ;

3^o — S'il y a plus de 40 votants citoyens français et plus de 300 votants au total le bureau désigne parmi les électeurs présents un certain nombre d'électeurs sachant lire et écrire qui se divisent par table de quatre.

Le bureau surveille l'ensemble des opérations.

Les scrutateurs désignés pour le dépouillement des votes du referendum et de l'élection du délégué des citoyens doivent être obligatoirement pris parmi les électeurs citoyens français.

Les candidats en présence peuvent désigner des scrutateurs pour le referendum dans les mêmes conditions que pour les élections générales et selon les dispositions du décret du 3 janvier 1914.

ART. 6. — Après l'ouverture de la boîte, le bureau procède à la vérification du nombre d'enveloppes — Si ce nombre est plus grand ou moins grand que celui des émargements il en est fait mention au procès-verbal.

Le dépouillement pour le referendum s'opère conformément aux règles en vigueur pour celui des élections.

Si une enveloppe contient plusieurs bulletins, le vote est nul si les bulletins comportent des réponses différentes, ils ne comptent que pour un seul s'ils portent les mêmes réponses — Lorsqu'aucune des réponses oui ou non à l'une des questions n'est barrée, le bulletin est considéré comme bulletin blanc en ce qui concerne la dite question.

Les bulletins d'un modèle différent de celui fourni par l'Administration, les bulletins sans enveloppes, ou dans une enveloppe non réglementaire, les bulletins ou enveloppes portant des signes extérieurs ou intérieurs de reconnaissance n'entrent pas en compte. Ils sont annexés au procès-verbal et contresignés par les membres du bureau.

TITRE IV

Recensement

ART. 7. — Dans chaque section de vote les résultats sont rendus publics et transmis télégraphiquement aux commissions de recensement.

ART. 8. — Les résultats du scrutin concernant le referendum sont centralisés par une commission spéciale qui siégera à Porto-Novo, et composée ainsi : un magistrat du siège désigné par le procureur général chef du service judiciaire, un fonctionnaire et un citoyen non fonctionnaire qui seront désignés par un arrêté ultérieur.

Les procès-verbaux sont dressés et transmis dans les mêmes conditions que ceux des élections, et adressés à la commission spéciale.

Le recensement général pour la circonscription électorale se fait au plus tard le sixième jour après le scrutin.

Le résultat est rendu public et transmis télégraphiquement au Gouverneur général.

Le procès-verbal est transmis par premier courrier avion.

TITRE V

Contentieux des opérations de referendum

ART. 9. — Le gouverneur et tout électeur admis à participer au referendum ont le droit de contester la régularité des opérations dans les six jours devant la commission spéciale prévue à l'article 8 ci-dessus. Il est donné récépissé des réclamations.

ART. 10. — La commission statue définitivement sur les réclamations.

Dans la mesure où les irrégularités constatées ont eu pour effet de modifier les résultats du scrutin, la commission procède aux annulations ou redressements nécessaires.

ART. 11. — Le Gouverneur ainsi que tout électeur admis à participer au referendum, peut, s'il estime que les opérations de la commission spéciale ne sont pas conformes aux prescriptions légales, déférer ces opérations à la commission nationale par l'intermédiaire du Gouverneur général.

ART. 12. — Le présent arrêté sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 8 octobre 1945.

DE VILLEDEUIL.

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de concours

Garde-forestier

Un concours pour huit emplois de garde forestier aura lieu à Lomé le jeudi 20 décembre 1945.

Les conditions exigées pour participer audit concours sont les suivantes :

- 1^o — être Français (citoyen, sujet ou administré);
- 2^o — être âgé de 18 ans au moins et de 25 ans au plus;

3^o — n'être pas ancien agent de l'administration révoqué, licencié ou démissionnaire, sauf lorsque le licenciement a été prononcé pour nécessités budgétaires, ou raisons de santé;

4^o — en ce qui concerne les citoyens et les sujets français, avoir satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement de l'armée;

5^o — être titulaire du C.E.P.E. (sauf les candidats anciens tirailleurs ou anciens miliciens ayant accompli au moins trois années de service, mais n'ayant pas quitté l'armée depuis plus de trois ans).

Tout candidat doit produire à l'appui de sa demande :

1^o — un extrait de l'acte de naissance légalisé ou toute autre pièce en tenant lieu;

2^o — un certificat de bonnes vie et mœurs;

3^o — un extrait du casier judiciaire;

4^o — un certificat médical de visite et de contre visite attestant qu'il est apte physiquement à l'emploi sollicité, et qu'il n'est atteint d'aucune affection tuberculeuse;

5^o — une carte d'identité avec photographie;

6^o — une copie certifiée conforme du C.E.P.E.

7^o — pour les candidats citoyens ou sujets français une pièce établissant que l'intéressé a satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement et éventuellement le certificat de bonne conduite.

Les demandes des candidats, accompagnées des dossiers de candidatures devront parvenir au Commissaire de la République (Bureau du Personnel) avant le 25 novembre 1945, dernier délai.

AVIS

d'adjudication à bref délai

Travaux de construction d'un lot de 3 bâtiments à l'Ecole Primaire Supérieure de Lomé

Le 7 décembre 1945 à 10 heures, il sera procédé, à Lomé, dans les Bureaux du Secrétariat Général, en séance publique et dans les formes réglementaires, à l'adjudication, au rabais sur soumissions cachetées, des travaux de construction d'un lot de 3 bâtiments à l'Ecole Primaire Supérieure de Lomé.

Les travaux, à exécuter dans un délai de 5 mois à compter de la notification de l'approbation de l'adjudication ont été évalués comme suit :

Travaux proprement dits	374.598 frs.
Somme à valoir	25.402 —
Total	400.000 frs.

Le cautionnement provisoire est fixé à 6.000 francs.

Le cautionnement définitif est fixé à 12.000 francs.

Les renseignements relatifs à cette adjudication seront communiqués tous les jours, sauf dimanches et jours fériés, au Bureau d'Etudes du Service des Travaux Publics et Transports à Lomé, de 9 heures à 11 heures 30 et de 14 heures à 17 heures.

Il pourra être remis un exemplaire du dossier aux entrepreneurs qui en feront la demande, et contre versement de la somme de 200 francs. La demande devra être adressée au Chef du Service des Travaux Publics.

DOMAINES

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mercredi 5 décembre 1945 à 8 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, subdivision de Palimé, Cercle du Centre, consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un trapèze, sur lequel se trouvent édifiées quatre cases à usage d'habitation d'une contenance de 13 ares 68 centiares, et borné à l'Ouest par terrain à Akator, à l'Est par terrain à Gozo Andréas lui-même, au Nord par une ruelle non dénommée, au Sud par terrains à Justus Yevo et à Sounou, dont l'immatriculation a été demandée par le maître Raymond Viale, avocat-défenseur à Lomé, agissant comme mandataire de M. Andréas Gozo, acheteur de produits demeurant et domicilié à Palimé, propriétaire, suivant réquisition du 9 août 1945, n° 1302.

Le mardi 11 décembre 1945 à 8 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nuatja, quartier Agbaladomé, Cercle du Centre, consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, portant des bâtiments à usage d'école d'une contenance de 75 ares 30 centiares, connu sous le nom de « Station Administrative de Nuatja » et borné au Nord par un passage le séparant du terrain de la Mission Catholique, à l'Est par une rue, au Sud par un terrain domaniale, à l'Ouest par une rue et le quartier Agbaladomé, dont l'immatriculation a été demandée par le Receveur des Domaines demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme représentant du Territoire du Togo, suivant réquisition du 18 novembre 1944, n° 1286.

Le mardi 18 décembre 1945 à 8 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Afangna-Gbléta, Cercle d'Anécho, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, complanté de caféiers, d'une contenance de 10 hectares 26 ares, et borné au Nord par une route, à l'Est par terrain à Adasso, à l'Ouest par une route, au Sud par terrain à Dotsé et la S.I.P., dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Aboki Djogbessi, propriétaire, demeurant et domicilié à Afagnan-Gbléta, Cercle d'Anécho, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 4 juin 1942, n° 1197.

Le mercredi 19 décembre 1945, à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dégbenou-Togodo, Cercle d'Anécho, con-

sistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme de quadrilatère irrégulier, planté de cocotiers, d'une contenance de 1 hectare 75 ares 16 centiares, et borné au Nord par terrain à Benjamin A. Vignon, à l'Est par terrain à Dovi Atidékou, au Sud par terrain au requérant, à l'Ouest par terrain à Kékou Ayivigan, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Akoue John Adoté Akpiti, cultivateur, demeurant et domicilié à Dégbenou, cercle d'Anécho, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 8 juin 1943, n° 1255.

Le jeudi 20 décembre 1945 à 8 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Adjido, Cercle d'Anécho consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère d'une contenance de 6 ares 50 centiares, et borné à l'Ouest par Félício de Souza, au Nord par Wenceslas da Silveira, à l'Est par Casimir Mesan et Adjalla Kondo, et au Sud par une rue non dénommée parallèle à la rue de Zébé, dont l'immatriculation a été demandée par le maître Raymond Viale, Avocat-Défenseur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme mandataire de Monsieur Adjété Adjévi Govina, Charpentier, demeurant et domicilié à Anécho, suivant réquisition du 27 décembre 1944, n° 1292.

Le jeudi 20 décembre 1945 à 15 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Adjido, Cercle d'Anécho, consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère complanté de quelques cocotiers d'une contenance de 46 ares 66 centiares et borné à l'Est par Agossavi, au Nord par Kouaovi Dossouvi, à l'Ouest par Abraham Tchékouvi Ayitévi, et au Sud par un passage non dénommé allant vers le cimetière, dont l'immatriculation a été demandée par le maître Raymond Viale, Avocat-Défenseur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme mandataire de Monsieur Adjété Adjévi Govina, charpentier, demeurant et domicilié à Anécho, suivant réquisition du 17 janvier 1945, n° 1294.

Le vendredi 21 décembre 1945 à 8 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Djossi, Cercle d'Anécho consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme de quadrilatère irrégulier portant deux constructions à usage d'habitation d'une contenance de 22 ares 87 centiares, connu sous le nom de « Tolinou » et borné au Nord par T. 50 d'Anécho à Justin de Médeiros et terrain à Akakpo Sitti, à l'Est par une rue non dénommée, au Sud par T. 15 d'Anécho à Akakpo Sitti, à l'Ouest par terrains à Anna Amoko et Fessou Lawson, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Thérésia Latré Dokpo Lawson, revendeuse, demeurant à Cotonou (Dahomey) et domiciliée à Lomé agissant comme mandataire de son père Alfred Boévi Lawson, marchand à Koforidua (Gold-Coast), suivant réquisition du 14 mars 1945, n° 1296.

Le vendredi 21 décembre 1945, à 15 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Dégbénou, Cercle d'Anécho, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 2 ares 09 centiares, et borné à l'Est par terrain à la Mission Catholique, au Sud par une rue allant vers Badji, à l'Ouest par terrain à Agbessi Adse, et au Nord par terrain à Agbessi Adse, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Comforte Akueson Agondjé, Commerçante, demeurant et domiciliée à Lomé, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 5 juin 1945, n° 1301.

Le jeudi 27 décembre 1945 à 9 heures et jours suivants; il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Adakpamé, canton de Bè, Subdivision de Lomé consistant en un terrain rural, en forme

de polygone irrégulier complanté de cocotiers d'une contenance de 109 hectares 72 ares 75 centiares, connu sous le nom de « Akodessewa » et borné au Nord par terrains à Adonsou, Amekuwoo Ahovi et Gnisso Kouto, à l'Est par terrains à Gnisso Kouto Holowou et Kangni, au Sud par terrains à Tamakloe et Aklassou, à l'Ouest par passage réservé au bétail, au Sud-Ouest par terrains à Messan Ahadji, Wougan et Akpagani, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Joseph Aklassou II, Chef de canton de Gros Bè, agissant en qualité de mandataire de la Collectivité Gnéthé Sokpata, demeurant et domicilié à Gros Bè, suivant réquisition du 21 avril 1943, n° 1248.

Le conservateur de la propriété foncière, p. l.,

E. GUÉRIN.